

LES PROPHÈTES DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

## Le FPRI et Robert Strausz-Hupé



Robert Strausz-Hupé, fondateur de l'école états-unienne de géopolitique, a formé Henry Kissinger, James Schlesinger et Alexander Haig. Convaincu de la décadence de l'Europe et de la supériorité des États-Unis, il n'a cessé de plaider pendant un demi-siècle pour la création d'un Empire américain dont l'Europe occidentale serait une province soumise. Adulé par le Pentagone et les industriels de l'armement, écouté par Nixon et Reagan, il a façonné l'OTAN et pesé sur la politique au Moyen-Orient. Il s'est éteint à l'âge de 98 ans, non sans avoir vu ses idées triompher à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001.

page 2

**Les forces  
d'occupation  
chassent les  
observateurs**

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

En Afghanistan comme en Irak, le chaos et les prises d'otages font le jeu des puissances d'occupation en faisant fuir ONG et journalistes trop curieux. Peter Bergen assure pourtant que tout va pour le mieux à Kandahar, entre deux tanks états-uniens. Reporters sans frontières s'indigne pour sa part de la guerre du renseignement autour des otages français en Irak.

page 7

**REPÈRE : 22 SEPTEMBRE 1980**

### Le début de la guerre Iran-Irak

Alors qu'en Iran la lutte fait rage entre les diverses factions issues de la révolution, Saddam Hussein tente de profiter de la situation pour attaquer le pays, le 22 septembre 1980, et éliminer le régime de Khomeiny dont il craint l'influence sur les chiites de son pays. La guerre est prévue pour se régler en dix jours, mais l'Iran se ressoude et résiste. Huit ans et deux millions de morts plus tard, le conflit se terminera sans vainqueur, ni vaincu.

Informés de longue date de l'opération, les États-Unis et l'Europe qui craignent la révolution iranienne, applaudissent des deux mains. Pour Washington, il s'agit également de reprendre le contrôle des puits de pétrole perdus depuis la révolution de 1979. Si les États-Unis livrent à Saddam des armes chimiques et bactériologiques, la France, elle, avec l'accord de Ronald Reagan et sur instigation de Donald Rumsfeld, apporte son savoir-faire nucléaire en livrant 14 kilogrammes d'uranium 235 et des avions Super Etendard. Israël (qui soutient l'Iran contre « l'ami de l'OLP ») bombarde le réacteur Osirak qui aurait permis à Saddam de fabriquer l'arme atomique. ■



### LES PASSEPORTS EUROPÉENS SONT CONÇUS POUR LA DOUANE ÉTATS-UNIENNE

Lors d'une réunion de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures au Parlement européen, les auditions du commissaire désigné pour les politiques liées à l'ELSJ ont révélé que le passeport à lecture optique européen, appelé de ses vœux par Washington, pourra être lu à la douane états-unienne par des appareils situés à plusieurs mètres de son détenteur. C'est donc à son insu que les autorités pourront consulter plusieurs données personnelles de tout voyageur séjournant aux États-Unis. Y figureront notamment des données biométriques, mais aussi probablement des éléments plus personnels. La carte d'identité électronique belge comporte, à titre d'exemple, la date de naissance, le nom des parents, la situation familiale, un historique des résidences ainsi que la situation militaire des détenteurs. Alors que George W. Bush ne demandait officiellement que l'inclusion de données d'identification, telles que les empreintes digitales ou le dessin de l'iris, certains pays vont donc déjà plus loin. Et l'Union européenne indique déjà qu'elle « définit les normes minimales et n'empêchera pas les Etats membres qui le souhaitent d'aller plus loin ». L'Euro-Patriot Act est bien en marche. ■

## Les prophètes de l'Empire américain

# Le FPRI et Robert Strausz-Hupé

**Robert Strausz-Hupé, fondateur de l'école états-unienne de géopolitique, a formé Henry Kissinger, James Schlessinger et Alexander Haig. Convaincu de la décadence de l'Europe et de la supériorité des États-Unis, il n'a cessé de plaider pendant un demi-siècle pour la création d'un Empire américain dont l'Europe occidentale serait une province soumise. Adulé par le Pentagone et les industriels de l'armement, écouté par Nixon et Reagan, il a façonné l'OTAN et pesé sur la politique au Moyen-Orient. Il s'est éteint à l'âge de 98 ans, non sans avoir vu ses idées triompher à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001.**



Quatre disciples de Robert Strausz-Hupé à la Maison-Blanche : Henry Kissinger, Richard Nixon, Gerald Ford et Alexander Haig.

Né à Vienne en 1903, Robert Strausz-Hupé assista à l'effondrement de l'Empire austro-hongrois et à la ruine de sa famille. Il émigra aux États-Unis à la recherche d'un meilleur sort et transforma son nom en Strausz, pour souligner son ascendance juive, supprimant le Hupé de son origine huguenote. Il épousa, en 1938, Eleanor Cuyler Walker qui lui ouvrit les portes de la haute société de Philadelphie et l'introduisit auprès d'Allen Dulles, de James Forrestal et Dean Acheson. Utilisant sa connaissance de la Mitteleuropa, il travailla à Wall Street comme conseiller financier pour les investissements en Europe centrale et en Allemagne. Devenu professeur de relations internationales, il analysa en détail les écrits du fondateur de la géopolitique, le théoricien nazi Karl Haushofer, auquel il opposa le modèle impérial habsbourgeois. Son premier ouvrage,

*Géopolitique : le combat pour l'espace et le pouvoir* [1], fonde cette discipline aux États-Unis. S'il récuse les propositions d'Haushofer, il en loue les concepts et se félicite de l'usage qu'en fait Theodore Herzl pour théoriser le sionisme.

Devenu proche du pouvoir, il influença la rédaction du célèbre article de George Kennan, publié sous le pseudonyme de « Mr. X », qui posa les fondements idéologiques de la Guerre froide [2]. Dans son maître-ouvrage, publié en 1952, *The Estrangement of Western Man*, Robert Strausz-Hupé déplore la décadence de l'Europe sombrant dans l'individualisme et le sécularisme, et se réjouit de la conservation des valeurs occidentales par les États-Unis. Il préconise un Empire américain, dont l'Europe serait une province organisée en fédération et soumise à l'OTAN, seule capable de sauver la civilisation occidentale face aux masses asiatiques, russes, arabes et chinoises.

Regardé avec suspicion par l'administration Eisenhower, il devint une sorte de gourou à la CIA et à l'état-major de l'Army. En 1955, il créa l'Institut de recherche en politique étrangère (Foreign Policy Research Institute — FPRI) au sein de l'université de Pennsylvanie, grâce au mécénat de la très réactionnaire Smith Richardson Foundation.



Robert Strausz-Hupé

L'Institut organisait de grandioses dîners de gala au Musée d'archéologie au milieu de pièces égyptiennes aux significations ésotériques. Surtout l'Institut préparait la réunion annuelle des marchands d'armes et des stratèges du Pentagone, la Conférence nationale militaro-industrielle (National Military-Industrial Conference) que le président Eisenhower désigna sous le sobriquet de « complexe militaro-

industriel ».

Robert Strausz-Hupé convainquit des personnalités de premier plan de rejoindre son institut, comme le professeur d'Harvard William Y. Elliot ou le directeur de la planification de l'Army, William R. Kinter. Il recruta aussi de jeunes loups, encore inconnus, comme **Henry A. Kissinger** et James Schlesinger. Furieux d'être marginalisé par le **Council on Foreign Relations**, trop confortablement consensuel, Robert Strausz créa sa propre revue, *Orbis*, pour y exposer ses théories impériales avant-gardistes.

Le manifeste de l'Institut, publié sous le titre *L'Équilibre de demain* [3] dans le premier numéro d'*Orbis* déclare : « L'ordre mondial qui se profile sera-t-il celui de l'empire universel américain ? Il doit en être ainsi, dans la mesure où il portera le sceau de l'esprit américain. L'ordre à venir marquera la dernière phase d'une transition historique et en finira avec la période révolutionnaire de ce siècle. La mission du peuple américain consiste à enterrer les États-nations, guider leurs peuples endeuillés vers des unions plus larges, et intimider par sa puissance les velléités de sabotage du nouvel ordre mondial qui n'ont rien d'autre à offrir à l'humanité que de l'idéologie putréfiée et de la force brute... Pour la cinquantaine d'années à venir le futur appartient à l'Amérique. L'empire américain et l'humanité ne seront pas opposés, mais simplement deux noms

pour un même ordre universel sous le signe de la paix et du bonheur. *Novus orbis terranum (Nouvel ordre mondial)* ».

À la fin des années 50, il organisa à Bruges (Belgique) une conférence de soutien à l'OTAN et publia sa trilogie *Protracted Conflict, A Forward Strategy for America* et *Building the Atlantic World*. Il y condamnait les interprétations laxistes du containment, assurant que l'URSS était en soi une puissance belliqueuse à laquelle il ne fallait pas laisser la possibilité de reprendre des initiatives stratégiques. Il préconisait la transformation de l'OTAN en une organisation supranationale et la dissolution des États-nations d'Europe occidentale, faute de quoi leurs éternelles divisions en feraient des proies faciles pour l'ours communiste.

En 1964, Robert Strausz, qui avait été marginalisé par l'administration Kennedy, décida d'entrer dans l'arène électorale en poussant son poulain, Barry Goldwater à se présenter à l'élection présidentielle pour le Parti républicain contre Lyndon B. Johnson. Il lui souffla la célèbre formule : « *L'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice. Et laissez-moi vous rappeler aussi que la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu.* ». L'échec de Goldwater, caricaturé par la presse en maniaque de la bombe atomique, fut aussi celui de Strausz. L'Institut subit quatre années de disgrâce.

Cependant, Robert Strausz trouva un nouvel interlocuteur en la personne de Richard M. Nixon. Il le persuada qu'il fallait briser le front communiste en se rapprochant du maillon le plus faible, la Chine ; une stratégie que Nixon reprit à son compte [4] et qu'il ne manqua pas d'appliquer par la suite. Dès son entrée à la Maison-Blanche, Nixon voulu faire de Strausz son conseiller de sécurité nationale. Mais, compte tenu de la mauvaise image du géopoliticien, il tenta de le nommer d'abord ambassadeur. Le Sénat s'opposa formelle à sa nomination au Maroc et se n'est qu'à l'issue d'une bataille contre le sénateur Fullbright qu'il parvint à être nommé ambassadeur à Ceylan. Considérant qu'il ne parviendrait jamais à obtenir la confirmation du Sénat pour le Conseil de sécurité nationale, il conseilla à Nixon, qui en avait probablement déjà l'intention, de prendre à sa place son élève Henry A. Kissinger. Les relations du maître et de l'élève ne manqueront pas de se détériorer lorsque ce dernier choisira la politique de détente.

Embrassant une carrière de diplomate, Robert Strausz-Hupé fut successivement ambassadeur des États-Unis au Sri Lanka (1969-72), en Belgique (1972-74), en Suède (1974-76) et à l'OTAN (1976-77). C'est notamment lui qui négocie la cession de la base de Diego Garcia par le Royaume-Uni aux USA et la crise des Pershings II. Il est alors âgé de 74 ans et se retire de la vie publique, consacrant son loisir à faire vivre son institut.

Pourtant, quatre ans plus tard, sur proposition de son ami Alexander Haig Jr [5], **Ronald Reagan** le rappelle et le nomme ambassadeur en Turquie (1981-89) où il apporte son soutien à l'état-major contre le gouvernement civil. Il tente vainement de promouvoir la création d'un marché commun entre Israël, la Turquie et l'Arabie saoudite.

De plus en plus préoccupé par le Moyen-Orient, il engage en 1986 Daniel Pipes [6] et lui confie la rédaction en chef d'*Orbis*. Celui-ci crée, en 1990, au sein



de l'Institut le Forum du Moyen-Orient (Middle East Forum — MEF) qui prendra son autonomie en 1994.

De même, en 1997, il facilite la création du Comité américain pour le Liban libre (US Committee for a Free Lebanon — USCFL) autour du banquier Ziad K. Abdelnour.

Aujourd'hui, le FPRI est présidé par Harvey Sicherman, ancien assistant d'Alexander Haig Jr au département d'État. Il est abondamment financé par John Templeton Jr [7].



Daniel Pipes



Harvey Sicherman

Parmi les responsables du FPRI, on note John F. Lehman, un des membres de la Commission présidentielle sur le 11 septembre ; le rabbin Dov S. Zackheim [8], ancien contrôleur général du Pentagone ; ou encore James Woolsey, ancien directeur de la CIA. L'Institut a développé un Centre sur le terrorisme et le contre-terrorisme, un programme particulier de soutien à Taiwan, et un étrange fichier des responsables et chercheurs de 4500 instituts et think tanks du monde entier. Il diffuse par e-mail à 20 000 internautes des notes mensuelles et il publie toujours la revue *Orbis* [9]. Il dispense des formations en géopolitique à des universitaires et organise de nombreux dîners-débats.

Si l'Institut de recherches de politique étrangère (FPRI) a désormais perdu de l'importance, c'est que ses idées n'ont plus besoin d'être promues : elles sont au pouvoir à Washington. Peu avant sa mort à l'âge de 98 ans, le 24 février 2002, Robert Strausz-Hupé affirmait que les attentats du 11 septembre ouvraient une époque nouvelle au cours de laquelle les États-Unis débarrassés de l'URSS pourraient enfin accomplir leur mission divine : devenir un Empire pour sauver la civilisation.

[1] *Geopolitics : The Struggle for Space and Power* par Robert Strausz, 1942.

[2] « The Sources of Soviet Conduct », par Mr. X (alias de George C. Kennan), in *Foreign Affairs*, juillet 1947.

[3] « The Balance of Tomorrow » par Robert Strausz-Hupé, *Orbis*, 1957.

[4] « Asia After Vietnam » par Richard Nixon, *Foreign Affairs*, octobre 1967.

[5] Alexander Haig Jr. avait été l'adjoint d'Henry A. Kissinger au Conseil de sécurité nationale, puis directeur de cabinet de Nixon pendant le Watergate, enfin suprême commandeur de l'OTAN lorsque Strausz y était ambassadeur. Il était devenu le premier secrétaire d'État de Reagan. On se souvient que lorsque le président Reagan fut victime d'un attentat, Haig hésita à s'emparer du pouvoir.

[6] « Daniel Pipes, expert de la haine », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[7] John Templeton Jr est le fils de Sir John Templeton, le mécène de l'Église

presbytérienne des États-Unis anobli par la reine Elizabeth II d'Angleterre.

[8] « **Dov Zakheim, la caution du Pentagone** » par Paul Labarique, *Voltaire* 9 septembre 2004.

[9] Orbis est désormais dirigé par James Kurth, après l'avoir été par David Eisenhower. Le Conseil éditorial comprend des personnalités comme Charles Krauthammer (éditorialiste du *Washington Post*) ou Edward N. Luttwak (stratège du Pentagone).

## RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

---

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)

# Les forces d'occupation chassent les observateurs

## Analyse

Il semble que l'Afghanistan post-taliban, en plus d'être redevenu un **narco-État tiraillé entre différents chefs de guerre**, soit en train d'être converti en grande base stratégique dont l'accès est, par la force des choses, très limité. Compte tenu des antécédents de l'armée, des services et sous-traitants états-uniens en matière de trafic de drogue (affaire Iran-contras) ainsi que de l'importance du trafic international des drogues pour la stabilité des marchés boursiers, la situation de ce pays n'en est que plus qu'inquiétante. Pour preuve Peter Bergen, qui est l'un des principaux architectes médiatiques du mythe Al Qaïda, doit se livrer à un véritable exercice de contorsion rhétorique dans sa tribune publiée par le *New York Times* et l'*International Herald Tribune* afin de défendre la propagande de George W. Bush sur les avancées du pays. Tout d'abord, Bergen y évoque un voyage dans la ville de Kandahar, ancien fief des Talibans qui est logiquement devenue une vitrine de la victoire coalisée. Cette ville, comme Kaboul, n'est certainement pas représentative du reste du pays où Bergen, comme désormais les journalistes et travailleurs humanitaires, n'ose d'ailleurs pas mettre les pieds. En outre on pourrait lui rétorquer que si les conditions économiques s'améliorent, c'est grâce à l'exportation des drogues qui génère plus de 50 % du PIB national.

Effectivement, ironise Alexander Thier dans les mêmes quotidiens, on ne peut constater de succès en Afghanistan qu'à l'aune de l'échec intégral en Irak.

Sur la question des otages en Irak, deux responsables de Reporters sans frontières, Robert Ménard et Pierre Veilletet, implorent une mobilisation que des informations contradictoires ont dégonflé. Pour cela ils dénoncent avec justesse les opérations militaires états-uniennes qui visaient à saper les négociations pour une issue heureuse, sans pour autant mener leur réflexion à

son aboutissement logique. En effet ces opérations ne pouvaient être destinées à punir la France pour ses tentatives d'avoir recours à des organisations telles que le Hezbollah pour la médiation, qui auraient pu aboutir de toutes façons. Elles dévoilaient plutôt l'identité des **véritables commanditaires de la prise d'otages**, qui cherchent à isoler le pays des regards extérieurs hostiles à l'occupation pour mieux l'exploiter et en faire leur base permanente et station-service attirée au Moyen-Orient.

Dans le *Nouvel Observateur*, Lionel Jospin entend remettre dans le droit chemin son parti qui est sur le point de se déliter sur la route de l'Europe. Commençant par défendre un bilan qui va vraisemblablement le hanter pour longtemps encore, il enchaîne en expliquant que si l'Europe prend une direction libérale, c'est parce que précisément le courant libéral était représenté parmi les fondateurs, mais que malgré tout son orientation reste à définir. Dans une subtile inversion de la réalité, il réclame pourtant face aux États-Unis l'unité qui est précisément minée par le projet actuel. Il sollicite ensuite l'intérêt partisan de ses camarades en brandissant la menace d'isolement, les priant au passage de ne pas faire du vote interne au Parti socialiste un référendum sur Jacques Chirac. Les dirigeants du Parti socialiste ont visiblement renoncé à attendre de ses militants qu'ils réfléchissent.

Enfin, le fondamentaliste chrétien Newt Gingrich s'adresse dans le *Washington Times* à ses confrères républicains pour les mettre en garde au sujet de l'affaire du **Serment d'allégeance**. Si une bataille vient d'être gagnée par le rejet du dossier de Michael Newdow, leur explique-t-il en somme, la Cour suprême a laissé une porte entrouverte pour de futures attaques contre la théocratie états-unienne en devenir. Il les exhorte donc à voter pour le texte de contre-attaque, dans ce qui rappelle ironiquement les premiers combats à propos de la laïcité en France.

Réseau Voltaire

## Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi

### « L'espoir malgré les problèmes »

Source : International Herald Tribune  
, New York Times

Référence : « Hope Amid the Rubble », par Peter Bergen, *New York Times*, 23 septembre 2004.

« At least it's better than it was before the war », *International Herald Tribune*, 24 septembre 2004.

Peu ont cru ce que disait **George W. Bush** mardi quand il a déclaré que le peuple afghan est sur la voie de la démocratie et de la liberté, mais ils en savent pas ce qu'était l'Afghanistan avant l'invasion menée par les États-Unis. Cet été, j'ai visité Kandahar, ancienne place forte des talibans où je n'étais pas



l'analyste expert en  
terrorisme de CNN.

allé depuis cinq ans, quand les Talibans et leurs alliés d'Al Qaida dominaient la ville. Aujourd'hui, c'est une base américaine. L'image que je m'étais faite du pays, une terre dominée par les seigneurs de guerre, prête à devenir un narco-État, ne s'est jamais matérialisée. Certes, le commerce de drogue est une sérieuse préoccupation, tout comme les difficultés à désarmer les milices. Cependant, certaines milices sont devenues des partis politiques et ont abandonné leurs armes et trois millions de réfugiés sont revenus au pays. Kaboul se développe désormais rapidement et quatre cinquième des Afghans estiment que la situation s'améliore d'après un sondage de l'**International Republican Institute**. Dix millions d'Afghans se sont inscrits sur les listes électorales pour voter le 9 octobre dans une élection qui compte 18 candidats dont une femme.

Hamid Karzaï est le favori de cette élection compte tenu de sa politique d'opposition aux milices et pour la stabilité du gouvernement. Si ces élections sont un succès, elles seront un exemple pour toute la région.

## J Alexander Thier

J Alexander Thier est consultant à la Asia Foundation et membre de la Hoover Institution. Il a été conseiller juridique des commissions de réforme judiciaire et constitutionnelles d'Afghanistan.

### « Une chance de succès s'éloigne »

Source : International Herald Tribune  
, New York Times

Référence : « A Chance of Success Slips Away », par J Alexander Thier, *New York Times*, 23 septembre 2004.

« Afghanistan : Back to warlords and opium », *International Herald Tribune*, 24 septembre 2004.

**George W. Bush** présente l'Afghanistan, le premier front de la guerre au terrorisme, comme un succès. C'est sans doute vrai si on le compare à l'Irak mais si on juge la situation sur ces seuls mérites, le manque de progrès en Afghanistan est flagrant. Il n'y a ni sécurité, ni stabilité, ni prospérité, ni respect de la loi. Ces échecs ne sont pas le seul fait des problèmes inhérents à ce pays, c'est aussi la faute des mauvaises politiques de l'administration Bush, qui s'est concentrée sur la destruction des Talibans mais pas sur la construction d'un autre système. Cela a entraîné l'émergence des seigneurs de guerre, financé par l'opium et que nous avons armés pendant la guerre.

Nos troupes continuent de combattre les insurgés dans les montagnes mais nous avons échoué à sécuriser le reste du pays où la sécurité empire. **Médecins sans frontières** (MSF) a quitté le pays alors que cette ONG s'y trouvait depuis 24 ans. Ce groupe se sentait plus en sécurité sous l'occupation soviétique ! **Kofi Annan** a aussi retiré les fonctionnaires de l'ONU du pays, estimant que leur vie était en danger. Pendant ce temps, le trafic de drogue explose littéralement. L'année dernière, il avait généré 2,3 milliards de dollars et cette année, il pourrait augmenter de 50 à 100.

Malgré cette dégradation de la situation, les élections seront organisées le 9 octobre. L'ONU dénonce les pressions sur les électeurs et l'OSCE affirme que le pays est trop dangereux pour qu'elle y envoie des observateurs. En outre, à l'approche de ce vote, le gouvernement d'Hamid Karzaï se déchire. La cour

suprême est tenue par des fondamentalistes qui ont demandé l'interdiction de la candidature de Latif Pedram parce qu'il avait jugé la polygamie injuste pour les femmes. Certes, il y a eu des progrès en Afghanistan mais beaucoup plus aurait dû être fait.

## Robert Ménard, Pierre Veilletet



Robert Ménard est  
secrétaire général de  
Reporters sans frontières

Pierre Veilletet est  
président de Reporters  
sans frontières.

### « Chesnot, Malbrunot et les autres »

Source : Le Monde

Référence : « Chesnot, Malbrunot et les autres », par Robert Ménard et Pierre Veilletet, *Le Monde*, 23 septembre 2004.

Il faut sauver **Christian Chesnot** et **George Malbrunot**, pas parce qu'ils sont français ou parce que notre pays a refusé de participer à la guerre déclenchée par les États-Unis, mais parce qu'ils sont journalistes et, à ce titre, de simples civils protégés par des conventions. Parce qu'ils sont des témoins et rien d'autre. Nous avons sans doute eu tort d'insister sur leur nationalité ou sur les positions pacifistes d'Enzo Baldoni, le journaliste italien exécuté par ses ravisseurs le 26 août dernier. Quelle que soit la nationalité, les journalistes n'ont pas à être pris pour cible, quelles que soient leurs opinions. Établir des différences serait, à terme, criminel. Nous avons pu laisser penser que nous privilégions leur sort par rapport aux autres. L'heure n'est pas à s'interroger sur le bien-fondé des arguments avancés, des contacts noués. Aujourd'hui, il s'agit de sauver la peau de deux journalistes et d'un "fixeur" qui n'ont fait rien d'autre que leur métier. Qui risquent de mourir pour avoir voulu nous informer. Nous avons fait une autre erreur : annoncer trop vite que leur situation allait se régler vite. Il ne faut surtout pas se démobiliser en se montrant trop crédules aux moindres signes positifs. L'urgence est de les ramener vivants à la maison.

Cela fait maintenant plus d'un mois qu'ils sont détenus et que la diplomatie française s'emploie à leur libération. Paris n'a pas hésité à solliciter le concours de groupes extrémistes susceptibles de peser sur les ravisseurs. Il n'y a sûrement aucune autre façon de les sortir de là, **Jacques Chirac** a eu raison mais Washington et **Iyad Allaoui** ne l'entendent pas de cette oreille. Toutefois, ne pas apprécier les moyens mis en œuvre par les autorités françaises pour sauver deux de ses ressortissants est une chose, leur mettre des bâtons dans les roues en est une autre. Or on est en droit de s'interroger sur l'offensive lancée par les forces irakiennes et américaines contre les places fortes de la rébellion sunnite, au moment même où les négociations avec les ravisseurs étaient sur le point d'aboutir.

Un dernier mot. Ce qui se joue autour du sort de Georges Malbrunot, Christian Chesnot et Mohammed Al-Joundi ne concerne pas seulement les journalistes. S'il devait leur arriver malheur, c'est la possibilité même d'informer en Irak qui pourrait disparaître. Les Irakiens en feraient les frais. Sans information, osera-t-on encore parler d'exporter le droit et la démocratie dans une des régions du monde les plus hermétiques à ces valeurs ?

## Lionel Jospin



Lionel Jospin est ancien Premier ministre socialiste français (1997-2002).

## « Pour moi, c'est oui »

Source : Nouvel Observateur

Référence : « Pour moi, c'est oui », par Lionel Jospin, *Nouvel Observateur*, 23 septembre 2004.

Le débat qui s'engage au sein du Parti socialiste sur la ratification du traité constitutionnel est crucial. À l'exception des Verts, qui comme nous s'interrogent encore, les autres partis français ont déjà pris position et notre décision aura des conséquences considérables pour la position de la France, pour l'avenir de l'Europe, pour le mouvement socialiste.

Le Parti socialiste a toujours été européen et l'idée européenne est essentielle à l'identité du socialisme. L'écart entre ce que nous attendions et la réalité de l'Europe nous a parfois porté à nous interroger, mais pas à lui dire non. J'ai toujours soutenu, aux côtés de François Mitterrand puis comme Premier ministre, la construction européenne. À la tête du gouvernement, j'ai pu toucher la complexité d'une construction européenne à 15. Par ailleurs mon gouvernement a pu, en trouvant des alliés, en faisant des propositions et grâce à sa conviction, faire évoluer les préoccupations de l'Union européenne vers l'emploi, la politique sociale, la coordination des politiques économiques, la régulation de la mondialisation, la sécurité maritime et même la moralisation du sport. L'Europe n'est pas vraiment libérale, sinon elle ne se distinguerait pas du modèle américain et, en tout cas, je l'ai laissée moins libérale que je ne l'avais trouvée.

Il faut dire oui au traité constitutionnel pour trois raisons. :

- ▶ le traité constitutionnel est un compromis acceptable qui n'incarne certes pas l'idéal socialiste et qui aurait pu être meilleur si la diplomatie française avait été plus convaincue, plus convaincante et moins isolée, mais qui reprend les grands principes des grandes démocraties. Il crée une meilleure architecture institutionnelle et n'entraîne aucune régression par rapport à ce qui existe. Le texte fait même des avancées significatives. Ce texte n'est d'ailleurs pas une Constitution, sans quoi l'Union européenne serait un seul État. Il est le " règlement intérieur nécessaire de l'Union élargie ", **comme l'a dit justement Hubert Védrine**. Il laisse chaque pays mener sa politique de droite ou de gauche et l'orientation de l'Union européenne, elle sera ce que nous en ferons.
- ▶ La thèse d'une crise européenne salutaire est chimérique ; ceux qui désirent cette crise ne désirent tout simplement pas l'Europe. C'est le cas des souverainistes et de la droite extrême qui ne veulent qu'une vague coopération entre États alors que la France sera à coup sûr affaiblie sans l'Europe. Certains Européens sincères pensent que l'Europe a besoin d'un électrochoc, mais l'image est trompeuse car d'une telle situation ne naîtrait pas un meilleur traité comme par miracle. La première conséquence d'un blocage européen serait de laisser le champ libre aux États-Unis. Débarrassée de l'URSS et trop indulgente avec une Russie qui durcit dangereusement son régime, non encore dégrisée, malgré ses déboires en Irak, de ses rêves de puissance absolue et de l'illusion unilatéraliste, l'Amérique préfère aujourd'hui une Europe entravée à une Europe active. La deuxième conséquence négative sera pour la France. Si,

comme pays fondateur, elle prend la responsabilité de déclencher la crise, elle connaîtra un surcroît d'isolement. Après avoir pris une position juste sur l'Irak, nos autorités ont multiplié les erreurs en Europe par arrogance et sacrifié un commissaire européen reconnu (Pascal Lamy avait seulement le défaut d'être socialiste) pour n'obtenir finalement qu'un humiliant strapontin dans le nouvel exécutif européen. De même, si les socialistes français faisaient le choix du non, il serait isolé. Notre place naturelle est avec la Confédération européenne des Syndicats et les autres partis socialistes d'Europe qui appellent à voter oui.

► Le non au traité n'est pas la meilleure façon de dire non à Jacques Chirac et au gouvernement. On affirme que beaucoup de nos concitoyens et de socialistes ont gardé un mauvais souvenir de leur vote de 2002 pour Jacques Chirac et qu'ils sont peu enclins à recommencer à l'occasion d'un référendum. On admettra que je suis bien placé pour les comprendre. Mais dire oui à l'Europe n'est pas dire oui à Jacques Chirac. S'il y a un référendum, il ne s'agira pas de voter pour ou contre Jacques Chirac, mais d'approuver ou non un traité adopté par vingt-cinq gouvernements. C'est à nos partenaires que nous adresserons une réponse et à personne d'autre. Si cette réponse était négative, le choc sera à Bruxelles et non pas à Paris, car le président n'en tirerait aucune conséquence pour sa fonction. Dire non à l'Europe pour des motifs de politique intérieure serait un contresens. Si nous faisons de la politique intérieure, faisons-le sur les problèmes nationaux. Ils sont nombreux et ils sont lourds.

La vision politique doit inscrire l'action présente dans un temps plus long. Les choix que vont faire les socialistes aujourd'hui devront être assumés demain s'ils se trouvent à nouveau au pouvoir. Le choix du oui peut ouvrir le chemin de la relance de l'Europe.

## Newt Gingrich



Newt Gingrich (Le 8 de cœur du régime Bush) est ancien président de la Chambre des représentants. Il est actuel membre du Defense Policy Board, le conseil consultatif auprès du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et membre de l'American Enterprise Institute.

### « La justice s'emballe »

Source : Washington Times

Référence : « Runaway courts », par Newt Gingrich, *Washington Times*, 23 septembre 2004.

Le rejet du dossier de Michael Newdow par la cour suprême apparaît comme une défaite pour ceux qui voulaient retirer la mention "Under God" [1] du Serment d'allégeance mais ce n'est pas le cas, car en rejetant le texte simplement sur la base de sa forme, cette décision laisse la possibilité à une autre affaire de supprimer cette mention qui est pourtant soutenue par plus de 90 % de la population. Avant qu'une cour ne juge la mention "Under God" inconstitutionnelle, il faut que le Congrès adopte le texte Kyl-Akin. Le pays a le droit, via ses pouvoirs législatif et exécutif, d'agir et d'interpréter la constitution. Jefferson insistait beaucoup sur ce point et trouvait que faire du juge l'arbitre final de l'interprétation des textes était dangereux. Une fois président, il a tout fait pour diminuer l'importance des cours de justice dans le domaine constitutionnel. Il fut imité par Lincoln qui refusa une décision de justice déniait des droits aux noirs puis par Roosevelt quand il voulut imposer le *New Deal*. La suprématie judiciaire est une invention récente et il faut

réaffirmer la primauté du pouvoir législatif et exécutif sur le pouvoir judiciaire ;  
voilà pourquoi il faut adopter le texte Kyl-Akin.

---

[1] NDLR : Cette expression signifiant à la fois "sous l'attention de Dieu" ou "sous le commandement de Dieu" étant difficilement traduisible, nous avons décidé de la laisser telle quelle. La traduction la plus proche du sens originel que nous ayons rencontré dans des textes français est " sous l'aile de Dieu "

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---